

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES • JUIN 1968 3' CIRCONSCRIPTION DU BAS-RHIN

Edouard WINTERHALTER

Instituteur

SUPPLEANT:

Rodolphe DUTT

Moniteur de formation professionnelle



Electrices, Electeurs,

LE GOUVERNEMENT GAULLISTE EST RESPONSABLE DE LA CRISE SOCIALE QUE TRAVERSE NOTRE PAYS

Pendant 10 ans, les travailleurs se sont fait voler les fruits de l'augmentation de la production : sous 10 ans de gaullisme, la production a augmenté de 50 %, alors que le pouvoir d'achat des travailleurs s'est à peine maintenu en moyenne, et a souvent baissé.

POURQUOI?

Le gouvernement actuel, composé de représentants de la banque et de la grande industrie, a organisé, au moyen des pouvoirs dont dispose l'Etat, l'appauvrissement des travailleurs au profit du grand capital.

PENDANT QUE cadences, production, chômage, impôts augmentaient pour les salariés, augmentait considérablement le profit pour les grands patrons et diminuaient scandaleusement leurs impôts.

QUI PEUT ALORS S'ETONNER QUE 10 MILLIONS DE TRAVAILLEURS SE DRESSENT, UNIS, POUR RECLAMER ENFIN PLUS QUE DES PROMESSES: DES REALITES?

LE GOUVERNEMENT GAULLISTE EST RESPONSABLE DES DESORDRES QU'IL VEUT FAIRE ENDOSSER AU PARTI COMMUNISTE

Pendant 10 ans il a traité par le mépris toutes les revendications des masses laborieuses.

Ce sont ses provocations policières qui sont au départ de certains incidents regrettables.

De la lutte juste des enseignants et des étudiants pour une Université moderne et démocratique il a voulu faire quelque noir complot dirigé par « l'étranger ». Ah certes ! qu'il eût été heureux de voir le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS tomber dans le piège tendu de la provocation.

De rage alors, voyant ses plans déjoués, il a essayé de lancer ses « troupes de choc », et l'on a vu à STRAS-BOURG, le 1e juin, tel le député gaulliste brandir une brique, et tel autre autre, défoncer à coups de chaussure

les vitres de l'Université. Il est joli, le « parti de l'ordre » qui prétend « sauver la République » ! Combien plus dignes, sans le moindre désordre, ont été les manifestations de masse des syndicats ouvriers, qui ont EUX maintenu l'ordre à l'usine et dans la rue, pendant que ces messieurs avaient disparu dans la trappe en attendant l'apparition du « sauveur suprême ».

LA LUTTE MAGNIFIQUE DES TRAVAILLEURS MANUELS ET INTELLECTUELS DE FRANCE...

soutenue par le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, a arraché au « parti de l'argent » des avantages substantiels, principalement pour les salaires.

Les réserves financières des grandes entreprises leur permettent de satisfaire immédiatement les revendications portant sur les salaires.

Quant aux petites entreprises, artisanales, industrielles, et commerciales, leurs difficultés étant liées au pouvoir d'achat des familles, l'augmentation des salaires et traitements augmentera également le volume des achats et leur aidera à surmonter ces difficultés.

Pour donner satisfaction au secteur public, l'Etat devra renoncer à la FORCE DE FRAPPE ruineuse, aux cadeaux qu'il verse généreusement aux monopoles capitalistes et instaurer une REFORME FISCALE équitable, qui prendra l'argent là où il est.

Il faut aussi donner aux paysans la possibilité d'écouler leur production à des prix rémunérateurs, et abandonner une politique agricole qui les expose délibérément aux coups de la concurrence des gros possédants et des banques.

CE N'EST QU'UNE ETAPE : IL FAUT CONSOLIDER LES AVANTAGES CONQUIS

Car il faut que le grand capital ne puisse reprendre de la main gauche ce qu'il a dû lâcher de la main droite. Une première garantie est l'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES : s'il y a montée des prix, il faut que les salaires montent dans la même proportion.

Il est faux de prétendre que l'augmentation des salaires entraîne automatiquement celle des prix : il suffit pour l'empêcher que le grand capital consente à prendre MOINS DE PROFIT. Mais il est certain que le grand capital n'y consentira pas volontairement. C'est donc lui qui serait responsable d'une éventuelle inflation.

C'est pourquoi aussi une deuxième garantie est nécessaire : nous demandons la NATIONALISATION des banques et des secteurs-clés de l'économie nationale, la gestion démocratique - avec participation des syndicats des entreprises nationalisées et la coordination sociale et technique de l'ensemble de l'industrie nationale. CELA SEUL PERMETTRA D'EMPECHER LE CYCLE INFERNAL : SALAIRES - PRIX.

En même temps, il faut qu'une réforme démocratique de l'enseignement permette l'utilisation des possibilités intellectuelles de tout notre peuple, et réponde aux besoins des hommes et à l'intérêt de la nation, au lieu d'être mise au service exclusif du patronat.

SEUL UN GOUVERNEMENT POPULAIRE ET D'UNION DEMOCRATIQUE, AVEC PARTICIPATION COMMUNISTE, REALISERA CE PROGRAMME

Le gaullisme n'a rien fait pour les travailleurs en 10 ans. Mais il a pris des ordonnances restreignant la SECU-RITE SOCIALE et attaquant notre régime local .

S'il se gargarise de « réformes » qu'il découvre nécessaires brusquement aujourd'hui, il est certain qu'il ne veut,

ni ne peut les réaliser demain. Nous savons ce que valent ses promesses. Et c'est le comble du cynisme que de parler d'une « menace totalitaire » du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, de

la part d'un régime de pouvoir personnel qui glisse vers les méthodes du fascisme. Le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS est aux côtés des travailleurs manuels et intellectuels dans leur lutte calme, réfléchie, mais résolue.

Il leur dit aussi qu'un changement réel dans leurs conditions de vie passe par le remplacement de ce régime -

qui est, lui, «totalitaire» - par une DEMOCRATIE AUTHENTIQUE. Le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ne prétend à aucune exclusive dans la construction de cette démocratie. Il lutte avec persévérance pour établir de plus en plus étroitement l'UNITE DE LA GAUCHE autour d'un PRO-GRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT. Ce programme Commun seul permettra d'éviter que ne se fassent sur le dos des travailleurs des expériences malheureuses comme celles de WILSON en Angleterre. La démocratie de demain donnera aux travailleurs, aux paysans, aux intellectuels, aux cadres, aux couches moyennes, la place

TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS, FEMMES ET HOMMES DE PROGRES,

que leur refuse aujourd'hui un régime au service exclusif du pouvoir financier.

- 15 mois après les élections législatives de 1967, le gaullisme est obligé de refaire des élections. pour le candidat gaulliste RITTER, c'est voter pour un homme qui n'a jamais défendu les travailleurs et les paysans au parlement. C'est renoncer à vos conquêtes, c'est remettre votre sort dans les mains de ceux qui vous obligeront à reprendre vos luttes.
- pour le candidat centriste BAEHR, c'est échanger l'aveugle contre un borgne des deux yeux, pour l'homme du parti américain.
- IL FAUT DONC VOTER A GAUCHE
- IL FAUT VOTER POUR L'UNITE DE LA GAUCHE
- IL FAUT VOTER POUR LE PARTI DES TRAVAILLEURS

dont le but est de bâtir avec vous une société juste où chacun pourra profiter des bienfaits du progrès et de la

Seule une France démocratique permettra une Alsace heureuse et prospère! Il faut voter pour le Parti Communiste Français

et ses candidats:

Instituteur

SUPPLEANT:

Rodolphe DUTT

Moniteur de formation professionnelle

VU LE CANDIDAT

Wählerinnen und Wähler,

Die gaullistische Regierung ist verantwortlich für die heutige soziale Krise

10 Jahre lang wurden der Arbeiterschaft die Früchte der Produktionserhöhung gestohlen: in 10 Jahren Gaullismus steigerte sich die Produktion um 50%, derweil die Kaufkraft der Schaffenden im Durchschnitt stehen blieb, und oft sank.

WARUM?

Die heutige Regierung besteht aus Vertreter der Grossbank und der Grossindustrie. Sie organisiert mittels der Staatsmacht die Verarmung der Werktätigen zu Gunsten des Grosskapitals. Derweil Arbeitstempo, Produktion, Arbeitslosigkeit, Steuern, für die Werktätigen zunahmen, nahmen auch für das Grosskapital skandalös die Profite zu und die Steuern ab. WER KANN SICH DANN DARÜBER WUNDERN, DASS 10 MILLIONEN WERKTÄTIGE SICH VEREINT ERHEBEN, UM MEHR ALS VERSPRECHEN, TATEN ZU VERLANGEN.

Die gaullistische Regierung ist verantwortlich für die Unruhen, welche sie der kommunistischen Partei zuschieben will

10 Jahre lang hat sie die Forderungen der Schaffenden mit Verachtung zurückgestossen.

Ihre Polizeiprovokationen sind am Anfang der bedauernswerten Zwischenfälle.

Den gerechten Kampf der Lehrerschaft und der Studenten für eine moderne, demokratische Universität, hat sie als irgend ein düsteres Komplott vom «Ausland» geleitet, gestempelt.

Gewiss wäre sie glücklich gewesen, wäre die Kommunistische Partei Frankreichs in die Falle der Provokation

Da ihre Pläne durchkreuzt wurden, warf sie vor Wut ihre «Stosstruppen» ins Bad. So sah man am 1. Juni in Strasbourg ein gaullistischer Député Backsteine schleudern, und einen andern die Scheiben der Universität mit seinem Schuh einschlagen. Das ist also «die Partei der Ordnung»!

Wieviel würdiger, in voller Ruhe, verliefen die Massenmanifestationen der Arbeitergewerkschaften, welche die Ordnung im Betrieb und auf der Strasse beibehielten, derweil diese Herren verschollen waren, und auf das Erscheinen des «höheren Retters» warteten.

Der prächtige Kampf der Hand- und intellektuellen Werktätigen . . .

völlig durch die Kommunistische Partei Frankreichs unterstützt, hat der Partei «des Geldes» grosse Vorteile entrissen, besonders bezüglich der Löhne.

Die finanziellen Reserven der Grossunternehmen erlauben es ihnen, sofort die Lohnforderungen zu erfüllen.

Was die kleineren Betriebe betrifft, so sind ihre Schwierigkeiten mit der schwachen Kaufkraft der Familien verbunden: die Erhöhung der Löhne und Gehälter wird die Einkäufe steigern, und damit ihnen dazu verhelfen, diese Schwierigkeiten zu überwinden.

Um den öffentlichen Sektor zu befriedigen muss der Staat auf die kostspielige SCHLAGKRAFT, auf die grosszügigen Geschenke an die Monopolkapitalisten verzichten, und eine gerechte STEUERREFORM durchführen, die sich das Geld dort holt, wo es ist.

Man muss auch den Bauern die Möglichkeit geben, ihre Produktion zu befriedigenden Preisen abzusetzen, und mit dieser Agrarpolitik aufhören, welche sie den Hieben der Konkurrenz der Grossbesitzer und Banken aussetzt.

Es ist nur eine Etappe: Die eroberten Vorteile müssen bekräftigt werden

Denn das Grosskapital darf nicht mit der linken Hand zurücknehmen, was es mit der rechten geben musste. Eine erste Garantie dafür ist die GLEITENDE LOHNSKALA: steigern sich die Preise, so müssen die Löhne in gleichem Mass erhöht werden.

Es ist falsch zu behaupten, dass die Erhöhung der Löhne unwillkürlich Erhöhung der Preise mit sich zieht: um sie zu verhindern, genügt es dem Grosskapital weniger Profite zu buchen. Sicher ist aber, dass das Grosskapital dies freiwillig nicht tun wird. Auch wäre es verantwortlich für eine eventuelle Inflation.

Darum ist eine zweite Garantie erforderlich : wir verlangen die NATIONALISIERUNG der Banken und Schlüsselsektoren der nationalen Wirtschaft, demokratische Verwaltung - d.h. mit Beteiligung der Gewerkschaften - der nationalisierten Betriebe, und die soziale und technische Koordinierung der gesamten nationalen Industrie.

DIES ALLEIN WIRD DEN «TEUFELSKREIS» LÖHNE - PREISE UNTERBRECHEN.

Zugleich muss es eine demokratische Reform des Lehrwesens erlauben, die intellektuellen Möglichkeiten des gesamten Volkes zu benützen. Sie muss den Bedürfnissen der Menschen und dem nationalen Interessen entsprechen, und nicht dem ausschliesslichen Nutzen des Patronats.

Allein eine Volksregierung der demokratischen Einheit, mit Beteiligung der Kommunisten, kann dieses Programm erfüllen.

Der Gaullismus hat in 10 Jahren nichts für die Werktätigen getan. Dagegen hat er die ORDONNANCEN ergriffen, welche die SECURITE SOCIALE drosseln und unser Lokalregime angreifen.

Wenn er HEUTE dringend notwendige «Reformen» entdeckt, so ist es gewiss, dass er sie morgen weder verwirklichen kann noch will. Wir kennen seiner Versprechen Wert. Es ist der Gipfel des Zynismus, von einer «totalitären Drohung» der Kommunistischen Partei Frankreichs zu sprechen, seitens eines Regimes welches nach faschistischen Methoden greift.

Die Kommunistische Partei Frankreichs steht den Hand- und Intellektuellen Werktätigen in ihrem ruhigen, bedachten, aber entschlossenen Kampfe bei.

Sie sagt ihnen auch, dass eine reelle Aenderung ihrer Lebensbedingungen nur dann erreicht werden kann, wenn das heutige — wirklich totalitäre — Regime durch eine WIRKLICHE DEMOKRATIE ersetzt wird.

Die Kommunistische Partei Frankreichs behauptet nicht auf Exklusive beim Aufbau dieser Demokratie. Sie kämpft unermüdlich um zu einer engeren LINKSEINHEIT zu gelangen, mittels eines GEMEINSAMEN REGIERUNGSPROGRAMMS.

Dieses gemeinsame Programm allein wird erlauben zu verhüten, dass die Arbeiterschaft die Leidtragende unglücklicher Experimente wird, wie es mit WILSON in ENGLAND geschieht.

Die Demokratie von morgen wird den Arbeitern, den Bauern, den Intellektuellen, den Kaders, den Mittelschichten den Platz geben, welchen ihnen heute ein Regime im Dienste der Finanzmächte verweigert.

Werktätige, Frauen und Männer um Fortschritt bemüht!

15 Monate nach den Kammerwahlen von 1967 muss der Gaullismus erneut Wahlen machen.

Wählt ihr

für den gaullistischen Kandidaten RITTER, so wählt ihr für den Mann, der in der Kammer nie die Arbeiter und Bauern verteidigt hat. So verzichtet ihr auf euere Errungenschaften. So legt ihr euer Geschick in die Hände der Leute, die euch neue Kämpfe aufzwingen werden.

Wählt ihr

- für den «Zentristen» BAEHR, so vertauscht ihr den Blinden für den Nichtsehenden, für den Mann der amerikanischen Partei.
- Ihr müsst links wählen!

Wählt für die Einheit der Linken!

Wählt für die Partei der Werktätigen!

deren Ziel es ist, mit euch eine gerechte Gesellschaft aufzubauen, in der jeder die Wohltaten des Fortschritts und des Friedens geniessen kann.

Ein demokratisches Frankreich allein wird ein glücklicheres und blühendes Elsass erlauben

Wählt für die Kommunistiche Partei Frankreichs

für ihre Kandidaten:

Edouard WINTERHALTER

Instituteur

STELLVERTRETER

Rodolphe DUTT

Moniteur de formation professionnelle

ICAL - Strasbourg

VU LE CANDIDAT